

Une nouvelle coalition au Maroc sous l'égide du palais royal

Le nouveau premier ministre met fin à cinq mois de blocage politique

Saad-Eddine Al-Othmani a fini par céder. Après cinq mois de blocage, le nouveau chef de gouvernement marocain, membre du Parti de la justice et du développement (PJD, islamiste), a accepté que l'Union socialiste des forces populaires (USFP) fasse partie de sa future coalition gouvernementale. Son prédécesseur, Abdelilah Benkirane, l'avait jusqu'ici refusé.

M. Al-Othmani a surpris par la rapidité de son action. Nommé chef de gouvernement par le roi le 17 mars en remplacement de M. Benkirane, il a annoncé dès le 25 mars qu'un accord de coalition avait été trouvé. Celle-ci comptera six partis : le PJD et son allié, le Parti du progrès et du socialisme, auxquels s'ajoute un autre « bloc », constitué par le Rassemblement national des indépendants (RNI), l'Union constitutionnelle, le Mouvement populaire et l'USFP. A eux six, ces partis réunissent une majorité confortable de 240 sièges sur 395 au Parlement.

M. Al-Othmani s'est maintenant donné une semaine à dix jours pour rendre publique la composition exacte de son équipe. Mais un pas essentiel semble fait : l'annonce d'une coalition met fin à cinq mois de crise et signe la reprise en main de l'arène politique par le Palais royal.

Arrivé en tête des élections législatives d'octobre 2016 – comme en 2011 –, le PJD avait été reconduit par Mohammed VI à la tête du gouvernement. Le charismatique et vocal secrétaire général du parti, Abdelilah Benkirane, était sorti renforcé du scrutin. Mais il s'était rapidement confronté aux premiers obstacles avec l'ascension politique d'Aziz

Akhannouch, homme d'affaires proche du Palais, parachuté chef du RNI, qui, en parvenant à constituer autour de lui un bloc de partis alliés, avait acquis un rôle clé dans les négociations.

M. Akhannouch voulait imposer l'USFP, tandis que M. Benkirane souhaitait travailler avec le Parti de l'Istiqlal (Parti de l'indépendance). Au-delà des différen-

Plus consensuel et diplomate que son prédécesseur, Saad-Eddine Al-Othmani a surpris par sa rapidité à parvenir à un accord

ces idéologiques ou de programmes – secondaires au Maroc lorsqu'il s'agit de constituer une majorité, puisque le Palais garde la haute main sur les grandes orientations politiques du royaume –, il s'agissait d'un rapport de force entre le PJD et son secrétaire général d'un côté et le RNI, devenu figure de l'opposition à la formation islamiste, de l'autre.

Après cinq mois de négociations laborieuses, Abdelilah Benkirane n'est pas parvenu à sortir de l'impasse. Le 15 mars, un communiqué royal annonçait qu'il était démis de ses fonctions et qu'une autre personnalité du PJD serait désignée chef de gouvernement. Alors que la formation islamiste devait se réunir deux jours plus tard pour parler de la situation et nommer un successeur à M. Benkirane (ou décider de re-

joindre l'opposition), le roi a convoqué M. Al-Othmani et l'a nommé au poste de chef de gouvernement, rappelant son rôle d'arbitre au-dessus des partis. Numéro deux du PJD, le nouveau premier ministre a un profil très différent de celui de son prédécesseur : plus consensuel et diplomate, il ne devrait pas faire de vagues dans les médias.

Cette nomination faite, la question était alors posée de savoir comment les négociations se poursuivraient : le message serait-il envoyé aux autres partis de revoir à la baisse leurs exigences afin de sortir du blocage ? Il n'en a rien été et en acceptant l'USFP dans sa coalition, le PJD a, en apparence, fait une concession majeure.

L'image du PJD affaiblie

Pour le moment, il est difficile de savoir quelles conséquences ce retournement aura sur le parti et sur sa cohésion. « Une partie des militants et des dirigeants sont amers quant à la façon dont ça s'est passé : cinq mois de blocage balayés en l'espace de quelques jours », témoigne un journaliste politique marocain. Le PJD, qui a construit sa popularité en mettant en avant son « indépendance » dans le paysage politique marocain, voit son image de parti alternatif affaiblie. « Il traverse une crise : comment rester crédible quand on accepte aujourd'hui ce que l'on a refusé hier ? Mais il a toujours su les gérer », poursuit le journaliste.

Longtemps dans la clandestinité puis dans l'opposition, le PJD a affronté plusieurs moments critiques dans son histoire, comme lors des attentats de Casablanca

en 2003, lorsque la formation avait été montrée du doigt et menacée de dissolution. Il s'en est toujours sorti par un mélange de discipline interne et de pragmatisme vis-à-vis de l'extérieur, l'objectif étant de se faire accepter sur la scène politique au même titre que les autres partis. Ce qu'il a obtenu, pour la première fois, en 2011, dans le sillage des « printemps arabes ».

Confronté à des manifestations populaires exigeant plus de démocratie et de justice sociale, le roi Mohammed VI avait alors annoncé une vaste réforme de la

Constitution et l'organisation d'élections législatives anticipées, remportées par le PJD. « *Rester un parti gouvernemental est primordial pour lui* », rappelle un observateur de la vie politique marocaine.

Le politologue marocain Mohamed Tozy relativise, lui aussi, les conclusions de cet épisode : « *On présente un gagnant et un perdant, mais c'est plus compliqué. Le PJD est toujours là. Il reste le premier parti. Celui qui est mis à l'écart, c'est Abdelilah Benkirane. Et encore reste-t-il en réserve. Il est*

parti sur un blocage, non sur un échec. » Le populaire chef de gouvernement, atout-clé jusqu'ici pour la formation, est en retrait mais ne s'est pas retiré de la vie politique.

Le PJD reste à la tête du gouvernement, comme le veut la Constitution de 2011, selon laquelle le roi nomme le chef de gouvernement dans les rangs du parti arrivé en tête des élections. « *C'est une période d'apprentissage pour tout le monde, notamment des règles de négociations* », souligne M. Tozy. ■

CHARLOTTE BOZONNET

Le gouverneur d'Al-Hoceima limogé après de nouveaux incidents

Le gouverneur de la province d'Al-Hoceima, Mohamed Zhar, dans le nord du Maroc, a été limogé après des incidents dans la région, a indiqué une source au sein du ministère de l'intérieur, selon laquelle cette décision devrait contribuer à « *créer une nouvelle atmosphère* » dans la province. Dimanche 26 mars, des manifestants avaient attaqué à coups de pierres une résidence de la police vers Imzouren, une localité proche de la ville d'Al-Hoceima. Ils avaient mis le feu aux abords de la résidence et causé d'importants dégâts matériels. Les autorités locales ont fait état de quatorze arrestations et de l'ouverture d'une enquête, sans préciser l'identité des suspects ou leur motivation. Située dans la région du Rif, réputée frondeuse, Al-Hoceima a connu une vague de manifestations populaires fin 2016 après la mort d'un vendeur de poisson broyé dans une benne à ordures, le 28 octobre. Des militants locaux tentent régulièrement de relancer la mobilisation, posant des revendications plus sociales et politiques.